

## Réexplorer un ancien site minier

La réactivation des impacts délétères de l'extraction minière à Salau (France, Pyrénées ariégeoises)

*Re-exploring a former mining site: denial and recurrence of obnoxious effects of mineral extraction in Salau (France, Pyrenees)*

Hélène Balan

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/gc/8961>

DOI : 10.4000/gc.8961

ISSN : 2267-6759

### Éditeur

L'Harmattan

### Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 45-65

ISBN : 978-2-343-17416-7

ISSN : 1165-0354

### Référence électronique

Hélène Balan, « Réexplorer un ancien site minier », *Géographie et cultures* [En ligne], 107 | 2018, mis en ligne le 29 janvier 2020, consulté le 31 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/gc/8961> ; DOI : 10.4000/gc.8961

---

---

# Réexplorer un ancien site minier

La réactivation des impacts délétères de l'extraction minière à Salau  
(France, Pyrénées ariégeoises)

*Re-exploring a former mining site: denial and recurrence of obnoxious effects of  
mineral extraction in Salau (France, Pyrenees)*

Hélène Balan

---

## Introduction

- 1 Le carreau de l'ancienne mine d'Anglade, située dans les Pyrénées ariégeoises, à moins de 3 km de la frontière avec l'Espagne, se trouve à 1 230 m d'altitude. Ce jour-là, le dimanche 6 août 2017, le temps est couvert et humide ; les nuages masquent les sommets et descendent sur les pentes. Nous nous garons à côté d'autres voitures face à l'ancienne entrée de la mine, qui se trouve à l'embranchement de deux sentiers de randonnée. Dès que nous ouvrons les portières de la voiture, de gros chiens de garde se mettent à aboyer. L'un est attaché à la porte en métal qui obstrue l'ancienne entrée (figure 1) ; un autre est attaché à une voiture, près d'une cahute préfabriquée dans laquelle se distinguent les crânes lisses de deux vigiles. Les aboiements et grondements des chiens, la présence des gardes, les bâtiments désaffectés, l'atmosphère embrumée, froide et humide en cette journée d'été confèrent au lieu une ambiance lugubre. Un couple de randonneurs débouche sur la route et longe les voitures en passant le plus loin possible du chien attaché à la porte. Il nous demande si le chien est à nous et, puisque la réponse est négative, ajoute que l'on ne voit pas ce qu'il peut bien garder. L'entrée de la mine, lui dis-je, mais il ne semble pas entendre. Plus loin, devant les bâtiments désaffectés, un groupe de personnes discutent, au moment où nous les dépassons, des usages des métaux.



Figure 1 – La garde de l'ancienne entrée principale de la mine d'Anglade à Salau

Source : H. Balan, 06/08/2017.

- 2 Alors que le recul des activités extractives en France au cours du XX<sup>e</sup> siècle a fait des anciennes mines des territoires du passé, objets soit d'un relatif oubli (Bretesché, 2016 ; Kerouanton, 2009), soit d'une patrimonialisation (Kerouanton, 2009 ; Fagnoni, 2015 ; Peroni, 2001) qui n'atténue pas la « rupture historique » (Peroni, 2001 p. 252), les sous-sols refont aujourd'hui surface en tant que réservoirs de ressources. Si la question de l'aménagement des espaces souterrains est posée en ville (Barroca, 2014), elle l'est aussi à la campagne, où elle apparaît comme fortement ambivalente au regard de la problématique de la durabilité des territoires. Alors que l'urbanisation des souterrains tend à être pensée en lien avec le développement durable (Parriaux, 2014), renvoyant au modèle archaïque des cavernes (Boivin, 1982), les nouveaux usages industriels des sous-sols sont au cœur de controverses de plus en plus nombreuses dans les espaces ruraux, qu'il s'agisse d'exploitation des gaz de schiste (Chateauraynaud & Zittoun, 2014) et de houille (Gunzburger, 2016), de stockage des déchets toxiques et radioactifs (Barthe, 2006 ; Ginet, 2017), de géothermie... Ces controverses se nouent autour de l'ampleur des atteintes environnementales portées par les usages industriels des sous-sols et de leurs impacts destructeurs pour les territoires concernés. Les traces de l'exploitation industrielle des espaces souterrains sont bien concrètes dans les anciens territoires miniers, marqués par des changements paysagers majeurs (terrils, excavations) et d'importantes transformations du milieu naturel (affaissements, pollution des sols et de l'eau, altération de l'hydrologie) (Deshaies, 2007 ; Pujol, 2014). Aujourd'hui, la multiplication des controverses témoigne d'une redéfinition des modalités de l'investissement social des espaces souterrains, que les mouvements d'opposition aux usages industriels des sous-sols n'entendent plus laisser aux mains des décideurs et des experts reconnus : les débats sortent de la seule sphère scientifique et technique pour s'étendre à la sphère politique par le biais du « concernement » (Brunet, 2008) d'un public élargi.

- 3 Depuis 2013, des opérations de recherches de gisements métallifères ont été relancées en France métropolitaine. L'originalité du cas de Salau réside dans le fait qu'il s'agit là d'un projet visant à *réexplorer* une ancienne mine, mise en exploitation entre la fin des années 1960 et le début des années 1980. Le sous-sol ciblé y a un passé, passé dont subsistent des traces matérielles et idéelles qui tiennent une place centrale dans la controverse suscitée par le projet. Celle-ci vient réactiver un conflit antérieur, enfoui dans les mémoires locales, au sujet de la présence d'amiante dans la mine. Comment le projet de réexploration de l'ancienne mine de Salau, fondé sur l'invisibilisation des dangers sanitaires du site, vient-il réactiver les impacts délétères qu'y a eus l'extraction minière ? Comment la réactualisation de la controverse passée, dans un contexte marqué par la conscience croissante d'un changement global et de la vulnérabilité de l'environnement, vient-elle infléchir la lecture du passé minier ? Il s'agira ici de montrer que le projet de réexploration de l'ancienne mine réactive l'ambivalence des mémoires du passé minier et que la controverse produit une prise de conscience généralisée des pollutions héritées du passé minier, non moins ambivalente au regard de la mise en œuvre effective du projet.
- 4 Pour ce faire, cet article s'appuie sur un corpus constitué à partir de la documentation produite et mobilisée dans le cadre de la controverse (articles de presse, film documentaire, sites Internet des associations impliquées, rapports et documents réglementaires), complété par des observations *in situ* de la mine et de ses environs et par un corpus de dix heures d'entretiens semi-directifs, réalisés à l'occasion de deux séjours de terrain de courte durée à Salau en août puis en octobre-novembre 2017 et recueillis auprès de responsables associatifs, professionnels du champ médical local et élus.

## Une ancienne mine de tungstène où se rouvre la controverse sur l'amiante

- 5 La controverse sur le projet de réexploration de l'ancienne mine d'Anglade s'inscrit dans un contexte plus large de contestations de la perspective d'un renouveau minier en France métropolitaine. La spécificité du cas de Salau réside dans son passé minier et les mémoires qui en subsistent, oscillant entre le souvenir nostalgique d'une période faste et la conscience des impacts délétères de la présence d'amiante sur la santé d'anciens mineurs, invisibilisée dans les discours de l'entreprise minière porteuse du projet.

### ***Salau et la perspective contestée d'un renouveau minier en France métropolitaine***

- 6 Le regain d'intérêt suscité par la mine désaffectée de Salau s'inscrit dans le cadre du renouveau minier que le gouvernement français tente d'impulser depuis 2013, dans la lignée des préconisations énoncées au niveau européen. En effet, depuis 2008, l'Union européenne affiche une volonté de relocalisation de la production de matières premières sur le territoire européen, dans l'objectif de réduire sa dépendance énergétique et minière envers les grands pays producteurs<sup>1</sup>. Sur le plan économique, la raréfaction des métaux au niveau mondial et l'envolée des cours durant les années 2000



se combinent au caractère de plus en plus massif des techniques d'extraction pour que la recherche de gisements encore inexploités en Europe redevienne rentable.

- 7 En France métropolitaine, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, onze permis d'exploration de mines métallifères ont été délivrés, auxquels s'ajoutent cinq demandes en attente<sup>2</sup>. Plusieurs de ces permis ou demandes de permis exclusifs de recherches de mines (PERM) concernent d'anciens sites miniers désaffectés. Pour ces territoires, la perspective d'un renouveau minier soulève une problématique nouvelle : il ne s'agit plus de reconverter d'anciens bassins miniers en crise, mais de reprendre les activités minières là où elles avaient été arrêtées. C'est le cas de l'ancienne mine de tungstène d'Anglade, près du hameau pyrénéen de Salau : en activité de la fin des années 1960 au milieu des années 1980, elle est aujourd'hui au cœur du périmètre concerné par le permis exclusif de recherches de mines de Couflens, d'après le nom de la commune dont fait partie le hameau de Salau. Les travaux annoncés dans la demande de permis consistent notamment à réexplorer les anciennes galeries de la mine et à en percer une nouvelle depuis Salau, dans le fond de la vallée. Il s'agit d'une mine de montagne : l'investissement du sous-sol ne s'y fait pas seulement de façon descendante, depuis la surface vers les profondeurs, mais aussi de façon ascendante, depuis l'intérieur de la montagne vers le sommet ; et les terrils formés par les déchets miniers sont accrochés à flanc de versant (figure 2).

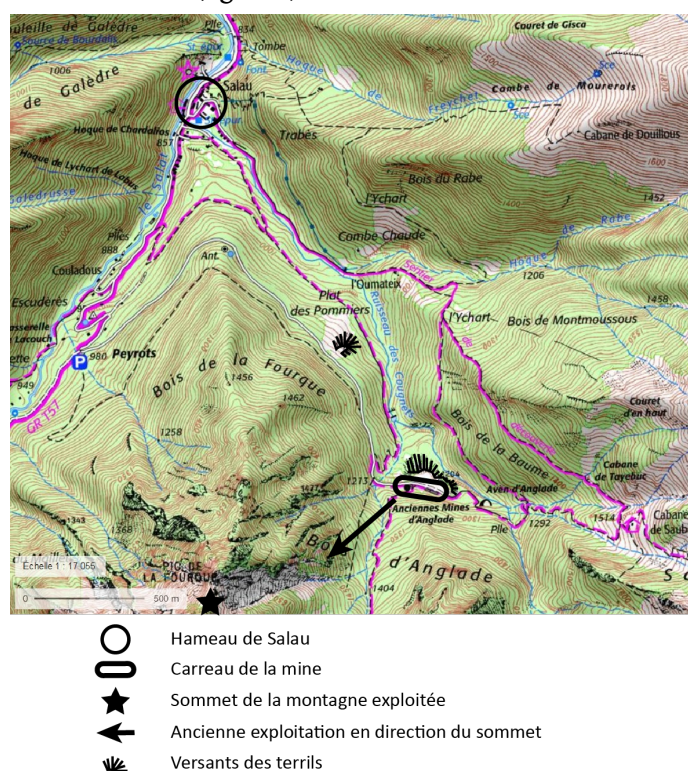


Figure 2 – L'ancienne mine d'Anglade et ses environs

Source : IGN, Géoportail, [www.geoportail.fr](http://www.geoportail.fr) ; redessiné avec Adobe Illustrator.

- 8 Toutefois, la perspective d'un renouveau minier en France métropolitaine suscite des résistances. Au niveau local, des collectifs de citoyens se sont formés pour s'opposer aux projets miniers ; ils sont soutenus par des organisations d'envergure nationale et internationale, comme les ONG Ingénieurs sans Frontières ou Les Amis de la Terre. A

*priori*, le site de Salau réunissait toutes les conditions pour être un haut lieu de cette opposition au renouveau minier. La demande de permis exclusif de recherches de mines a été déposée à la fin de l'année 2014. À ce moment-là, les premiers permis ont été accordés dans l'ouest de la France et dans la Creuse<sup>3</sup> ; des mobilisations ont commencé à s'y organiser (François, 2014). Le périmètre du permis incluant Salau, dit « Permis Couflens », se situe dans le Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises ; il touche deux sites classés Natura 2000, visant à protéger l'avifaune et les habitats aquatiques et péri-aquatiques. Et, surtout, la présence d'amiante dans l'ancienne mine est rapidement rappelée par d'anciens employés et par une chercheuse de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), la sociologue Annie Thébaud-Mony, spécialiste des maladies professionnelles, notamment dues à l'amiante. La délivrance du permis d'exploration à l'entreprise Variscan Mines, qui en faisait la demande, semblait donc assez improbable sur ce terrain d'emblée « miné » par des écueils environnementaux et sanitaires connus. Pourtant, le « Permis Couflens » a été attribué à Variscan Mines le 21 octobre 2016. L'explication de ce paradoxe est à rechercher dans l'ambivalence des mémoires du passé minier et dans l'invisibilisation du caractère amiantifère du site dans la communication de l'entreprise titulaire du permis d'exploration.

### ***L'ancienne mine d'Anglade : de l'exploitation du tungstène à la fermeture***

- 9 À partir de la fin des années 1960, l'aménagement puis l'exploitation de la mine de tungstène d'Anglade ont marqué une période de prospérité pour le hameau de Salau. L'activité minière entraîne l'arrivée de nouveaux habitants, la construction de logements pour les accueillir (figure 3) et un développement lié à l'aisance relative des mineurs. Le site internet d'une association culturelle locale<sup>4</sup> rappelle le souvenir d'« une animation sans précédent » : réouverture de l'école, création d'une épicerie et d'un kiosque à journaux, fêtes... La mémoire de cette période faste est commune aux anciens employés de la mine et habitants de Salau, qu'ils soient pour ou contre la réexploration du site. « Il y avait de la vie, des gosses », « les mineurs savaient faire la fête », se remémore l'ancienne infirmière de la mine, fermement opposée à la réexploration. Un ancien technicien chimiste de la mine, coprésident de l'association PPERMS qui milite pour la réexploration, raconte : « Quand je suis rentré en 1977, à Salau, il y avait 64 gosses à l'école. Vous imaginez ce que ça fait comme vie dans un petit hameau comme ça ! Et puis toutes les retombées économiques qu'il y a eu, tout ce qui s'est construit (...) parce qu'il y avait de la demande de mineurs qui cherchaient à construire ». L'autre coprésidente de PPERMS, ancienne enseignante partie travailler à Toulouse et revenue s'installer à Seix, en aval de Couflens, souligne également l'importance de la mine pour l'économie locale : « Le garagiste en dessous de chez moi me disait que quand la mine fonctionnait, les mineurs changeaient de voiture tous les ans ».



Figure 3 – Les immeubles construits pour les mineurs dans le hameau de Salau

Source : H. Balan, 06/08/2017.

- 10 Mais cette mémoire nostalgique est entachée par l'impact délétère de l'extraction du tungstène sur la santé d'un certain nombre de mineurs. À partir des années 1980, des maladies liées à l'amiante commencent à apparaître et des procédures de demande de reconnaissance en maladie professionnelle sont entamées (Thébaut-Mony, 2015). En 1983-1984, des analyses des roches et des poussières en suspension dans l'air des galeries de la mine sont effectuées par le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et par le toxicologue Henri Pézerat, qui a révélé les dangers de l'amiante présent à l'université de Jussieu. Ces différents travaux concluent à la présence de fibres devant être considérées comme de l'amiante, bien que la roche dont elles sont issues, l'actinolite, ne présente pas l'aspect caractéristique des roches classées dans la catégorie de l'amiante. Le rapport du BRGM affirme que les roches de la mine de Salau contiennent de l'« actinolite, qui, sans atteindre un faciès asbestiforme typique, est apte à produire des fragments fibreux que l'on doit classer sous l'appellation amiante » (Boulmier, 1984, p. 6). S'« il n'existe pas beaucoup de « filons d'amiante » à Salau, c'est-à-dire de roches où les fibres bien développées sont visibles à l'œil » (Pézerat, 1986, p. 3), l'actinolite, lorsqu'elle est brisée et concassée, produit des « fragments de clivage », plus courts et plus fins que les fibres typiques du faciès asbestiforme. Toutefois, les concentrations en fibres relevées à Salau restent inférieures aux seuils alors admis, ce qui entraîne le rejet des demandes de reconnaissance en maladie professionnelle (Thébaut-Mony, 2015).
- 11 En 1986, une forte baisse du cours mondial du tungstène entraîne l'arrêt de l'activité de nombreuses mines dans le monde ; à Salau, elle ne reprendra pas. Le hameau se vide, passant de quelques centaines à quelques dizaines d'habitants, et, en février 1987, deux mois après le licenciement des mineurs, la mine ferme. Cela « conduit à l'invisibilité quasi totale des maladies professionnelles chez les mineurs de Salau, dont une grande partie, issue de l'immigration, a quitté la région (sinon même la France) après la fermeture de l'exploitation » (Thébaut-Mony, 2016, p. 7). Il est par conséquent difficile d'évaluer le nombre de malades : Annie Thébaut-Mony fait état de 14 cas d'atteintes respiratoires recensés en 1986, mais tous ne sont pas reconnus officiellement comme liés à la mine d'Anglade. Le maire de Couflens évoque cinq cas de mineurs restés dans les environs et morts de maladies dues à la mine ; l'ancienne infirmière dit avoir suivi 7 ou 8 cas.
- 12 L'absence de reconnaissance de ces maladies professionnelles est en partie liée aux réticences de certains médecins. Lors d'une réunion publique sur la réexploration de la

mine de Salau, un ancien médecin-conseil de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) a par exemple déclaré à propos de l'asbestose, maladie pulmonaire chronique due à l'amiante et conduisant à terme au décès par insuffisance respiratoire : « L'asbestose (...), c'est une maladie bénigne (...), et d'ailleurs quelqu'un atteint d'asbestose, en général, il ne démarre pas avec plus de 5 ou 10 % d'IPP [*Incapacité permanente partielle*<sup>5</sup>] » (Mediacoop, 2016). Mais l'invisibilité du risque professionnel est aussi le fait d'anciens employés de la mine, qui, soit naturellement plus résistants, soit préservés car n'ayant pas été mineurs de fond, n'ont pas développé de maladies et restent incrédules, voire accusent les malades de vouloir bénéficier indûment de pensions. Pour expliquer cette attitude, l'ancienne infirmière fait référence à une culture professionnelle qui a tendance à conjurer le risque par une forme de déni *ex-post*. Selon elle, « il faut bien connaître le milieu des mineurs professionnels » et sa culture de négation des risques du travail : « on n'accepte pas les dangers ; on les a courus, c'est comme ça ». La conscience des impacts délétères de l'activité extractive sur la santé des anciens mineurs de Salau est donc restée très partielle, le rejet des demandes de reconnaissance en maladie professionnelle et la dispersion des malades susceptibles de se mobiliser ayant empêché tout scandale de l'amiante à Salau.

### ***La présence d'amiante à Salau : une querelle de dénomination***

- 13 Dans un contexte où la mémoire du risque apparaît ténue, le projet de réexploration de l'ancienne mine d'Anglade, porté par la société Variscan Mines, aujourd'hui titulaire du permis exclusif de recherches de mines, ne mentionne d'abord pas le caractère amiantifère du site. Cette invisibilité des risques sanitaires du projet n'est pas sans évoquer le cadre plus général de la controverse sur l'amiante : alors que la nocivité de l'amiante est attestée par des recherches en médecine dès la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle (Finet & Giuliano, 2012 ; Hardy-Hémery, 2009 ; Lenglet, 1996), elle est niée par les industriels et, en France, son usage ne sera interdit qu'en 1997, décision « bien plus tardive que dans d'autres pays européens » (Deriot & Godefroy, 2005)<sup>6</sup>. Dans la demande initiale de permis de recherches déposée par la société Variscan Mines en novembre 2014, aucune mention n'est faite de risques liés à l'amiante ; c'est dans la version de juin 2015, en réponse à une demande de compléments, que l'annexe 5d revue, décrivant le programme des travaux, « mentionn[e] l'impact des contaminants potentiels (arsenic et amiante) ». Alors que les opposants au projet rappellent les maladies dues à l'amiante parmi les anciens mineurs de Salau, le directeur général de Variscan Mines commence par rétorquer que les roches incriminées ne sont pas de l'amiante et que ces maladies avaient été contractées par les mineurs avant leur arrivée à Salau, dans d'autres mines, ou bien du fait de la présence d'amiante dans les plaquettes de frein des engins de travail. À ceci, les opposants objectent que certains des malades n'avaient jamais travaillé dans d'autres mines auparavant et que, « si l'exposition aux fibres d'amiante contenues dans les freins des engins de mine constitue un facteur aggravant (...), il est clair que cet argument ne peut en aucun cas constituer le début d'une preuve de l'absence d'amiante » (Picot & Thébaud-Mony, 2015, p. 2). Cela n'empêchera pas l'octroi du permis, le démarrage des travaux étant toutefois conditionné à la réalisation d'une expertise des risques liés à l'amiante.
- 14 La controverse sur la présence d'amiante à Salau est une querelle de dénomination portant sur la classification d'un type de roche, l'actinolite fibreuse, dans la catégorie de l'amiante. Le terme d'amiante ne s'applique pas à une seule sorte de roche, mais à

plusieurs, qui ont en commun de se déliter en fibres provoquant des maladies pulmonaires comme l'asbestose, le cancer de la plèvre ou mésothéliome, et des cancers broncho-pulmonaires. La définition de l'amiante repose à la fois sur des critères géologiques et des critères de toxicité liés à la taille et à la forme des fibres. L'actinolite est dite asbestiforme et officiellement qualifiée d'amiante lorsqu'elle présente un faciès en longues fibres similaire à celui des autres roches classées dans la catégorie de l'amiante. Mais, dans la réglementation actuelle, elle n'est pas considérée comme de l'amiante lorsqu'il s'agit d'actinolite fibreuse, forme majoritairement présente à Salau. Toutefois, dans les années 1980, des recherches ont tendu à montrer la toxicité des « fragments de clivage » issus de l'actinolite fibreuse, qui seraient aussi nocifs, voire plus nocifs en milieu pulmonaire que les fibres au faciès allongé retenu comme critère déterminant pour la classification en amiante : Henri Pézerat avance l'idée que « l'activité toxique en milieu biologique de l'actinolite est plus redoutable que celle d'autres variétés d'amiante » (Pézerat, 1986, p. 10). Par ailleurs, des travaux récents ont établi une corrélation entre incidence du mésothéliome et présence d'actinolite dans l'environnement (Thébaud-Mony, 2016). De plus, en 1984, le géologue du BRGM chargé d'analyser l'empoussièrement de la mine de Salau, Jean-Luc Boulmier, affirmait que l'actinolite fibreuse entrait dans la catégorie de l'amiante lorsqu'il écrivait que « de l'actinolite fibreuse classée comme amiante est présente dans les roches de la mine de Salau » (Boulmier, 1984, p. 28). En 2001, dans un article portant sur « l'amiante dans le milieu naturel et dans les industries extractives », Jean-Luc Boulmier et ses co-auteurs affirment que les « amphiboles fibreuses diverses, variétés beaucoup plus nombreuses que les cinq amphiboles fibreuses conventionnellement désignées amiante [sont] susceptibles de présenter des risques sanitaires semblables » (Boulmier *et al.*, 2001, p. 41). L'actinolite fibreuse présente à Salau en fait partie ; mais toujours est-il que, sous cette forme fibreuse, elle n'est pas classée officiellement dans la catégorie de l'amiante et ne fait l'objet d'aucune réglementation.

- 15 Ainsi, l'entreprise Variscan Mines fait intervenir, en tant qu'experts, des géologues qui partent du principe que l'actinolite fibreuse n'est pas de l'amiante et qui s'appuient sur des thèses de géologie des années 1970-1980 ne mentionnant pas la présence d'amiante à Salau – mais bien celle d'actinolite fibreuse – pour conclure à l'absence de risque amiantifère. Lors d'une réunion publique sur la réexploration de la mine, un professeur d'université en géologie, exhibant un morceau d'actinolite, déclare : « Si vous cassez cet objet, il va vous donner des petits débris. Il se trouve que l'actinote<sup>7</sup>, effectivement, va avoir tendance à pouvoir se débiter naturellement en petites paillettes. Ça ne sera pas de l'amiante » (Mediacoop, 2016). Mais il se pourrait bien qu'il s'agisse de « fragments de clivage » suspectés d'être au moins aussi toxiques que l'amiante officiellement reconnu comme tel. L'occultation de leur toxicité relève donc, au mieux, d'une imprudence potentiellement criminelle et, au pire, d'une stratégie de « production de l'ignorance » (Girel, 2017) qui s'inscrit dans le droit fil de la « production d'une méconnaissance sociale » des impacts délétères de l'amiante dans les décennies qui ont précédé son interdiction (Henry, 2007, p. 34). À l'inverse, la controverse suscite une production de connaissances (Callon *et al.*, 2001), dont l'influence sur la mise en œuvre du projet reste néanmoins incertaine.



## La production paradoxale d'une conscience environnementale de l'après-mine

- 16 L'invisibilité relative des enjeux sanitaires du projet est aussi rendue possible par un contexte local original, dans lequel l'opposition au renouveau minier se trouve confrontée à un mouvement adverse de partisans de l'exploration minière. Dans cette configuration sociale particulière, la controverse produit une prise de conscience généralisée des pollutions héritées du passé, qui modifie considérablement la perception du territoire, passant du site de montagne préservé au site industriel pollué. Paradoxalement, les partisans du projet vont alors chercher à se saisir de la question environnementale pour la retourner en un argument en faveur de la réexploration de la mine.

### *Opposants et partisans du projet de réexploration*

- 17 Dans toutes les zones de France métropolitaine concernées par des permis ou demandes de permis d'exploration, des mouvements d'opposition se sont organisés<sup>8</sup>. À Salau, l'opposition s'est constituée dès que le maire de Couflens, ancien employé de la mine, a eu connaissance du projet de réexploration. L'information lui a été communiquée en janvier 2015, lors d'une visite du directeur général de l'entreprise Variscan Mines, venu se procurer le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou la carte communale nécessaire pour le dossier de demande de permis. Dès l'annonce faite à la mairie de cette demande en cours, le projet s'est donc trouvé confronté à une opposition organisée à partir de la municipalité, s'appuyant sur la mémoire encore vive des impacts délétères de l'exploitation sur la santé d'anciens mineurs. Les opposants réactivent d'abord une structure associative existante, l'association Couflens-Salau Demain, créée plusieurs décennies auparavant pour refuser le percement d'un tunnel qui aurait relié la vallée de Salau à l'Espagne ; elle a désormais pour autre objet de « s'opposer à toute recherche et exploration minière et à toute exploitation minière sur la commune de Couflens »<sup>9</sup>. Une nouvelle structure est créée en décembre 2016 : l'association Stop Mine Salau. La mairie de Couflens multiplie les courriers aux divers acteurs publics susceptibles d'intervenir : ministères, préfecture de l'Ariège... La controverse est relayée dans les médias locaux et nationaux ; un article du *Canard enchaîné* en date du 20 janvier 2016, intitulé « Contrecoup de Salau », lui est entre autres consacré, ainsi qu'un film documentaire, intitulé *Mine de rien* (Mediacoop, 2016). L'opposition est soutenue par Annie Thébaud-Mony, sociologue spécialiste des maladies professionnelles, qui était présente, avec Henri Pézerat, auprès des mineurs de Salau dans les années 1980. La mémoire locale des impacts délétères de l'activité minière est donc appuyée par une mémoire experte. À l'été 2017, un campement militant commence à prendre forme sur un terrain prêté par une habitante de la commune, faisant redouter aux partisans du projet de réexploration la formation d'une ZAD. Toutefois, il ne réunit que quelques personnes et, à la fin du mois d'octobre, il a disparu : la faible accessibilité, l'encaissement de la vallée et le climat montagnard font obstacle à ce que Salau devienne un haut lieu militant de l'opposition au renouveau minier en France métropolitaine.
- 18 En outre, Salau présente l'originalité d'être un site où le renouveau minier n'est pas seulement combattu, mais aussi promu par des acteurs locaux qui ont formé un



mouvement adverse militant pour la réexploration de la mine. En 2015 s'est ainsi constituée l'association PPERMS, acronyme signifiant alors Pour le Projet d'Étude et de Recherche de la Mine de Salau<sup>19</sup>. Selon ses présidents, elle réunit 1 600 membres, signataires d'une pétition papier en faveur de la délivrance du permis adressée à la préfecture de l'Ariège. Parmi ses actions notables figure l'organisation d'une réunion d'information publique le 18 mars 2016 à Saint-Girons, petite ville située en aval de Salau, donnant la parole au directeur général de la société Variscan Mines, à un géologue soutenant que l'amiante est absent de l'ancienne mine d'Anglade, ou encore à un ancien médecin-conseil de la CNAM expliquant que l'asbestose est une maladie bénigne. La mobilisation pour la réexploration de la mine bénéficie, comme celle des opposants, d'une médiatisation au niveau local et au niveau national. Depuis la délivrance du permis de recherches, l'association PPERMS a modifié son nom : l'acronyme signifie désormais Pour Promouvoir une Exploitation Responsable de la Mine de Salau. Ses présidents entendent « vérifier que (...) ce permis de recherches soit mis en œuvre honnêtement par rapport au dossier qui a été accepté par l'État » et que l'entreprise minière tienne ses engagements sur le plan de l'environnement et de l'emploi local. Plus largement, ils espèrent que le tissu économique local tire profit de l'activité minière : « On veut qu'il y ait des fonds qui restent dans le coin (...), que cette mine (...) permette une synergie de développement économique, que ce soit dans le tourisme, dans l'agropastoralisme... Il faut qu[e le minier] montre, même au stade de la recherche, qu'il veut participer aussi au développement local. (...) [La] chose qu'on n'a pas su faire à l'époque, c'est demander du pognon : vous venez chercher du minerai, mais ce n'est pas suffisant ; vous créez de l'emploi, c'est vrai, mais laissez-en un peu plus pour permettre que d'autres structures puissent vivre sur place une fois la mine fermée ».

- 19 Pour expliquer l'originalité locale que constitue l'existence de cette association de soutien au projet minier, deux facteurs peuvent être avancés. Le premier est un effet de contexte socio-spatial, celui du Couserans, partie reculée de l'ouest des Pyrénées ariégeoises, « marge montagnarde » peu peuplée et à l'écart des voies de communication desservant le piémont ou traversant la chaîne (Imbert *et al.*, 2018). La controverse autour de la réexploration de l'ancienne mine d'Anglade s'y inscrit sur fond de tensions entre « natifs » du Couserans et « étrangers », qu'il s'agisse de personnes venues s'installer à l'époque de la mine ou au cours des dernières décennies. C'est une « guerre de village », expliquent des membres de l'association Stop Mine Salau : les « natifs » du Couserans, revenus à la retraite après avoir dû partir travailler ailleurs alors que leurs parents ou grands-parents « étaient du coin », « n'admettent pas qu'on est là, qu'on occupe le terrain et qu'on y vit sans rien demander à personne ». Le rejet des « étrangers » s'exprime parfois avec virulence : ainsi, une lettre adressée au maire de Couflens par un mystérieux « Collectif Couserans », déclare que « depuis la fermeture de la mine, la vallée s'est vidée de son sang, la racaille néo-rurale engraisée au RSA vit des jours heureux en fumant du H en toute fainéantise. (...) C'est vous les poisons, c'est vous l'amiante, c'est vous les pollueurs du site, c'est vous qui voulez laisser la vallée dépeuplée pour vos agapes enfumées ». Les coprésidents de l'association PPERMS se plaignent pour leur part de la présence d'« écologistes que l'on appelle intégristes, c'est-à-dire qu'ils sont contre tout, contre toute activité, contre tout développement ». Eux déplorent le « retard » du Couserans et voient la mine comme une opportunité de développement pour « peut-être rattraper ce retard ». Le localisme

se combine au rêve d'un développement territorial pour nourrir le soutien au projet minier.

- 20 Le second facteur explicatif est un effet de conjoncture relationnelle, lié au système d'acteurs construit autour de l'entreprise Variscan Mines. L'ancien directeur général de Variscan Mines, lui-même originaire de l'Ariège, où il a domicilié plusieurs sociétés en lien avec le projet, a réussi à enrôler une pluralité d'acteurs locaux. Le périodique local *L'Ariégeois magazine* a dédié en juillet 2017 un numéro spécial à la mine de Salau qui – fait exceptionnel – a été distribué gratuitement dans toute l'Ariège. Une partie des articles dénoncent les pollutions dues à l'exploitation passée, les autres défendent le projet de réexploration. Variscan Mines a aussi chargé la Fédération de pêche et du milieu aquatique de l'Ariège de réaliser une expertise des ressources halieutiques autour de l'ancienne mine ; et des prélèvements de gibier seront confiés à la Fédération de chasse – en outre propriétaire des terrains et bâtiments du carreau de la mine, que l'entreprise lui loue. Toutefois, ce réseau de relations ne peut être réduit à une structure pyramidale au sommet de laquelle se trouverait Variscan Mines, instrumentalisant à son gré les acteurs locaux. La controverse est source d'une publicisation que l'entreprise minière ne contrôle pas totalement et qui prend un tour inattendu lorsque l'argument environnemental est mobilisé, paradoxalement, comme un argument en faveur du projet minier.

#### ***La prise de conscience généralisée des pollutions héritées du passé minier***

- 21 Pour le moment, l'effet certain de la controverse autour de la réexploration de la mine de Salau est d'avoir provoqué une prise de conscience généralisée des pollutions héritées du passé minier. Ces pollutions prennent la forme de deux terrils de couleur orange accrochés au flanc de la montagne (figure 4), restes issus du traitement de la roche extraite pour en retirer le minerai de tungstène.
- 22 Les déchets de l'exploitation minière qui y ont été entassés contiennent de fortes teneurs en métaux, notamment en arsenic, cuivre, fer, bismuth et tungstène (Geoderis, 2011). La base des terrils est formée d'empilements de sacs contenant les mêmes matières ; nombre d'entre eux sont aujourd'hui déchirés (figure 5).





**Figures 4 et 5 – Le terril du carreau de la mine et sa base**

La première photographie est une vue en surplomb du terril, dont la seconde montre la base : le terril entier repose sur des empilements de sacs contenant des résidus miniers, dont une partie est éventrée.

Source : H. Balan, 06/08/2017.

- 23 L'ancienne mine de Salau et ses environs constituent donc un site fortement pollué, qui porte les stigmates de l'exploitation minière. Or, avant le début de la mobilisation contre la réexploration, personne ne semblait en avoir conscience. « Jusqu'il y a deux ans, je n'étais pas conscient de la situation », explique le premier adjoint au maire de Couflens : « On ne savait pas. (...) Les techniciens du BRGM venaient faire une visite chaque année et ne disaient rien. Qui se souciait, il y a 30 ans [*au moment de la fermeture de la mine*], de la pollution dans le Couserans ? » Les coprésidents de l'association PPERMS ont le même discours : « La seule pollution qui était visible, c'était les deux tas de terrils, dont tout le monde s'est accommodé pendant 30 ans. (...) C'était rentré dans le cours des choses (...) personne n'en parlait, c'était comme ça. (...) Il y a trente ans, on n'était pas aussi sensible à l'écologie que maintenant ». La municipalité de Couflens, dirigée successivement, depuis 1983, par deux anciens mineurs, a même créé un itinéraire de randonnée balisé faisant le tour de la vallée et mettant en avant les traces du passé minier. Parmi les bornes indiquant les points remarquables du sentier figurent « Le BRGM à Salau », « Le barrage et la mine », « L'aventure du tungstène à Salau » : les touristes sont invités à admirer les restes des conduites métalliques ayant servi à l'exploration, abandonnées sur place par le BRGM (figure 6), les terrils, les bâtiments désaffectés sur le carreau de la mine.





Figure 6 – Le passé minier dans la brochure du sentier de découverte du Cougnets

Source : Commune de Coufflens, 2001.

- 24 La controverse autour du projet de réexploration de l'ancienne mine a révélé ces pollutions du passé grâce aux connaissances produites par les opposants, qui ont mis au jour la concentration des polluants contenus dans les terrils et la fragilité des empilements de sacs de résidus miniers à partir desquels ces terrils sont construits. Ils ont ainsi rendu publique la mauvaise gestion du site, durant l'exploitation de la mine et après. Mais leur travail de publicisation a aussi été repris par *L'Ariégeois magazine* dans le numéro spécial consacré à la mine de Salau et diffusé dans le département pendant l'été 2017. Par conséquent, l'ensemble des acteurs locaux, qu'ils soient pour ou contre le projet de réexploration du site, ont aujourd'hui conscience de l'ampleur des pollutions héritées de l'ancienne activité minière : la couleur anormalement orange des terrils en apparaît, désormais, comme la marque criante.

#### ***La mauvaise gestion de l'après-mine, nouvel argument pour la réexploration ?***

- 25 Mais si le constat des pollutions héritées du passé minier est maintenant partagé par tous, opposants comme partisans du projet de réexploration, les interprétations divergent. La question environnementale est devenue un motif à double tranchant dans la controverse. En effet, les pollutions causées par l'ancienne mine ont d'abord été mises en avant par les opposants comme un argument contre le projet de Variscan Mines. Or, ses partisans tentent désormais de le retourner contre les opposants et en faveur de la réexploration. L'équipe de *L'Ariégeois magazine*, pour son numéro spécial gratuit consacré à la mine de Salau, annonce avoir découvert à l'intérieur de la mine des sources de pollution encore plus inquiétantes qu'à l'extérieur : transformateurs et équipements rouillés, bidons et sacs abandonnés... La 4<sup>e</sup> de couverture affirme : « Il ne s'agit pas de savoir si oui ou non la mine de Salau doit à nouveau être exploitée, mais bien de dire que ce qu'elle renferme à l'heure actuelle et dans cet état, est une catastrophe écologique ». Les très nombreuses photographies de l'intérieur de la mine sont assorties de légendes soupçonneuses : « Pourquoi les tuyaux que l'on voit sur cette photo continuent-ils d'envoyer de l'eau dans ce bassin de près de 400 m de profondeur ? Est-ce que le maintien de son alimentation en eau courante a permis de

mieux éliminer dans le sol quelques dépôts inavouables ? » L'article intitulé « Qui a bravé la loi ? Les transformateurs sont toujours là ! », déjà paru dans le magazine d'avril, s'étale sur 12 pages ; il vise surtout à accuser l'actuel maire de Couflens, impliqué dans la fermeture du site, d'avoir mal fait son travail en laissant sur place des transformateurs ayant contenu des PCB<sup>11</sup>. Il s'agit ainsi de déstabiliser l'opposition au projet, qui s'est organisée autour du maire, tout en prêtant un nouveau rôle à l'entreprise Variscan Mines : celui de révéler les pollutions à l'intérieur de la mine – « Explorer pour connaître », annonce un autre article –, voire de dépolluer le site. La 4<sup>e</sup> de couverture du numéro spécial s'achève sur les mots suivants : « Comment (...) peut-on espérer maintenir propre la vallée en laissant les portes verrouillées ? La mine de Salau doit être rouverte, et c'est d'une manière urgente qu'il faut le faire, ne serait-ce que pour nettoyer la plaie purulente de ses entrailles ; le pansement ne tiendra pas plus longtemps... ».

- 26 Or, la dénonciation des pollutions causées par l'ancienne mine d'Anglade porte atteinte à l'image de la vallée, qui vit aujourd'hui grâce aux résidents travaillant en aval et au tourisme vert. Présenter l'amont de la vallée comme sinistré pourrait contribuer à en déloger habitants et touristes. À l'été 2017, un nombre anormalement élevé de maisons étaient en vente. « Il y a déjà des touristes qui se demandent ce qu'il se passe. Les gens viennent là pour marcher, se nettoyer la tête, certains font demi-tour. Ils [Variscan Mines et ses soutiens] tuent la vallée. Ils vont faire barrer les touristes », s'afflige un membre du Comité écologique ariégeois. Désormais, les opposants au projet minier se mobilisent aussi pour défendre l'image de l'espace local : en octobre 2017, non loin de la banderole « Non à la mine, non à l'amiante », suspendue à la façade de l'église (figure 7), une nouvelle banderole était apparue, proclamant « Salau vallée saine » (figure 8). Le débat sur les impacts environnementaux de l'extraction minière a donc pris une nouvelle tournure : il ne s'agit plus seulement de dénoncer les pollutions héritées du passé minier, mais aussi de rejeter le stigmate d'une « zone de sacrifice » (Bednik, 2016, p. 76), qu'il ne serait peut-être pas si grave de sacrifier une seconde fois.







Figures 7 et 8 – S’opposer à la réexploration de la mine tout en défendant l’image de la vallée

La première banderole illustre le motif central de l’opposition au projet de réexploration de l’ancienne mine : la présence d’amiante. La seconde témoigne d’un infléchissement de la controverse, puisqu’il s’agit aussi de défendre l’image de la vallée face à la tentative de réappropriation du site par l’industrie minière.

Source : H. Balan, 11/08/2017, 02/11/2017.

- 27 Toutefois, l’instrumentalisation de l’argument environnemental par les partisans de la réexploration du site est ambivalente, car elle contribue à publiciser les pollutions héritées du passé minier et à soulever le problème de la dépollution du site. Les partisans du projet, rejoignant en ceci les opposants, pointent la responsabilité de l’État dans la gestion des pollutions minières. Or, l’abandon du site de Salau n’est guère propice à inspirer confiance dans les promesses de « mine responsable » aujourd’hui mises en avant par l’entreprise Variscan Mines, dont certains dirigeants émanent des institutions publiques chargées durant les dernières décennies de la gestion de l’après-mine en France.

## Conclusion

- 28 Le site de Salau semblait avoir tout pour être un haut lieu de l’opposition au renouveau minier en France métropolitaine. En effet, les impacts sanitaires et environnementaux de l’exploitation passée de la mine d’Anglade, qu’il s’agit de réexplorer, sont *a priori* de nature à justifier le rejet des activités d’extraction minière : maladies pulmonaires liées à l’amiante chez un certain nombre d’anciens mineurs ; terrils contenant, entre autres, de l’arsenic. Ces impacts sont mis en avant par le mouvement d’opposition qui se constitue dès l’annonce faite à la mairie de la demande de permis d’exploration par l’entreprise Variscan Mines, soutenu par la chercheuse Annie Thébaud-Mony, déjà présente auprès des mineurs de Salau dans les années 1980 avec le toxicologue Henri



Pézerat. La négation du caractère amiantifère du site de Salau par l'entreprise minière, appuyée par des géologues, se heurte donc à une expertise fondée à la fois sur la mémoire de l'ancienne activité minière et sur des recherches académiques. Toutefois, le projet de réexploration de la mine de Salau a aussi ses partisans, réunis autour de l'association PPERMS, dont l'existence fait l'originalité de ce cas d'étude par rapport aux autres sites concernés par des opérations ou des projets d'exploration minière en France métropolitaine. Cette originalité s'explique à la fois par l'aspiration d'une partie des acteurs locaux à un développement territorial et par le réseau de relations que la société Variscan Mines a réussi à tisser localement. L'effet de contexte apparaît comme plus déterminant pour la mise en œuvre de l'exploration minière que le souci de la prévention des risques sanitaires et environnementaux.

- 29 Mais la controverse suscitée par la perspective d'une réexploration de l'ancien site minier a entraîné une prise de conscience généralisée des pollutions du passé, aussi bien parmi les opposants que parmi les partisans du projet : comme le dit l'un des présidents de l'association PPERMS, « l'exploration en elle-même aura déjà permis une belle chose : qu'on s'y intéresse à nouveau ». Cette prise de conscience illustre bien le « retour de l'enfouï »<sup>12</sup> que provoquent les nouveaux usages du sous-sol et s'inscrit dans un contexte général de moindre acceptabilité sociale des pollutions liées aux activités économiques. Si les partisans du renouveau minier tentent de l'instrumentaliser en mettant l'accent sur la nécessité d'une dépollution, cette stratégie n'est pas sans risques : elle contribue à publiciser les impacts de l'ancienne exploitation, alors que la réexploration de la mine de Salau est encore incertaine.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- BARROCA Bruno (dir.), 2014, *Penser la ville et agir par le souterrain*, Paris, Presses des Ponts, 278 p.
- BARTHE Yannick, 2006, *Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Economica, 239 p.
- BOIVIN Daniel J., 1982, « Géographie, aménagement et espace souterrain », *L'Espace géographique*, vol. 11, n° 2, p. 143-151.
- BOULMIER Jean-Luc, 1984, *Étude de l'empoussièrement fibreux à la mine de Salau (Ariège)*, BRGM, Étude M. 9830, 30 p.
- BOULMIER Jean-Luc, ROCHER Philippe, BLANCHARD Olivier, 2001, « L'amiante dans le milieu naturel et dans les industries extractives : spécificités du risque d'exposition aux fibres et cadre réglementaire », *Mines et Carrières – Industrie minérale*, vol. 83, mai 2001, p. 38-47.
- BRETESCHÉ Sophie, 2016, « Le risque environnemental entre traces et mémoire : le cas de l'uranium », in Sylvia Becerra, Michèle Lalanne, Julien Weisbein, *Faire face aux risques dans les sociétés contemporaines*, Toulouse, OCTARES Éditions, p. 223-233.
- BRUNET Philippe, 2008, « De l'usage raisonné de la notion de « concernement » : mobilisations locales à propos de l'industrie nucléaire », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 16, n° 2008/4, p. 317-325.

CALLON Michel, LASCOUMES Pierre, BARTHE Yannick, 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Éditions du Seuil, 357 p.

CHATEAURAYNAUD Francis, ZITTOUN Philippe, 2014, « The future they want – or do not want. Shale gas proponents vs. opponents between local motives and global scenarios », Paper for the 9th International Conference on Interpretive Policy Analysis, July 3-5 2014, Wageningen University, the Netherlands, 22 p. <[https://www.gspr-eheess.com/documents/papiers/FC-PZ-Fracking\\_or\\_Not\\_Fracking\\_2014\\_July-libre.pdf](https://www.gspr-eheess.com/documents/papiers/FC-PZ-Fracking_or_Not_Fracking_2014_July-libre.pdf)>

DERIOT Gérard, GODEFROY Jean-Pierre, 2005, *Le drame de l'amiante en France : comprendre, mieux réparer, en tirer des conclusions pour l'avenir (rapport)*, Rapport d'information pour le Sénat. <<https://www.senat.fr/rap/r05-037-1/r05-037-1.html>>

DESHAIES Michel, 2007, *Les territoires miniers. Exploitation et reconquête*, Paris, Ellipses, 224 p.

FAGNONI Édith, 2015, « L'industrie versus patrimonialisation : questionnement autour d'une transition vers une économie culturelle », *Bulletin de l'association de géographes français*, n° 92/4, p. 556-564.

FINET Alain, GIULIANO Romina, 2012, « Le groupe cimentier Eternit et le scandale de l'amiante : essai d'explication par la gouvernance », *La Revue des Sciences de Gestion*, vol. 2012/5, n° 257, p. 33-42.

FRANÇOIS Cyril, 2014, *Mémoire*, Institut des Sciences de la Terre (ISTerre), 146 p.

GEODERIS, 2011, *Mise en œuvre de la méthodologie IEM sur un ancien site minier en Ariège (concession du Pic de la Fourque), Salau (09)*, 275 p.

GINET Pierre (dir.), 2017, *L'opposition citoyenne au projet Cigéo. Cadrage géographique et enjeux géopolitiques locaux et globaux*, Paris, L'Harmattan, 184 p.

GIREL Mathias, 2017, *Science et territoires de l'ignorance*, Versailles, Éditions Quæ, 160 p.

GUNZBURGER Yann (coord.), 2016, *GazHouille. Le projet d'exploitation du gaz de charbon en Lorraine et son intégration dans le territoire*, Rapport final – 21 juillet 2016, 132 p.

HARDY-HEMERY Odette, 2009 « Eternit et les dangers de l'amiante-ciment, 1922-2006 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 2009/1, n° 56-1, p. 197-226.

HENRY Emmanuel, 2007, *Amiante : un scandale improbable. Sociologie d'un problème public*, Rennes, PUR, 308 p.

IMBERT Christophe, CHAPON Julie, MIALOCQ Madeleine, 2018, « L'habitat informel dans l'Ouest de l'Ariège : marginalité ou alternative à la norme ? », *Géococonfluences*, avril 2018. <<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/articles-scientifiques/habitat-informel-ariege-marge-innovante>>

KEROUANTON Jean-Louis, 2009, « Que reste-t-il de l'uranium dans l'Ouest de la France ? De la fermeture à l'effacement des mines contemporaines. La mine de l'Écarpière (Gétigné – Loire-Atlantique) », in Centre historique minier, CILAC, *Les paysages de la mine, un patrimoine contesté ?*, Lewarde, Édition Centre historique minier, p. 54-61.

L'ARIÈGOIS MAGAZINE, 2017, *Salau. Le dossier*, Supplément gratuit au n° 227, 79 p.

LENGLET Roger, 1996, *L'affaire de l'amiante*, Paris, La Découverte, 256 p.

LES AMIS DE LA TERRE FRANCE, 2016, *Creuser et forer, pour quoi faire ? Réalités et fausses vérités du renouveau extractif en France*, 32 p.

MEDIACOOOP, 2016, *Mine de rien*, film documentaire, 52' 43".

- PARRIAUX Aurèle, 2014, « La ressource du sous-sol et sa contribution à la ville durable », in Bruno Barroca, *Penser la ville et agir par le souterrain*, Paris, Presses des Ponts, p. 111-120.
- PERONI Michel, 2001, « Ce qui reste de la mine dans la région stéphanoise. La mine faite objet, la mine faite sujet », in Alban Bensa, Daniel Fabre, *Une histoire à soi*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 251-277.
- PÉZERAT Henri, 1986, *Rapport sur les risques liés à la présence d'amiante à la mine de Salau (Ariège)*, Université Pierre et Marie Curie, 20 p.
- PUJOL Hervé (dir.), 2014, *Tristes mines. Impacts environnementaux et sanitaires de l'industrie extractive*, Bordeaux, Les Études Hospitalières, 340 p.
- THÉBAUD-MONY Annie, 2015, *Rapport concernant les risques sanitaires de l'ancienne mine de tungstène de Salau (Ariège)*, 13 p.
- THÉBAUD-MONY Annie, PICOT André, 2015, *Préface au rapport établi par Annie Thébaud-Mony sur les risques sanitaires de l'ancienne mine de tungstène de Salau (Ariège)*, 3 p.
- THÉBAUD-MONY Annie, 2016, *Note complémentaire sur la présence d'amiante sous forme d'actinolite et de trémolite dans la mine de Salau en Ariège et les dangers d'une pollution environnementale associée*, 9 p.
- VARISCAN MINES, 2014, *Demande de permis exclusif de recherches de mines dit « Permis Couflens »*, dossier complet, 972 p.
- VARISCAN MINES, 2015, *Demande de permis exclusif de recherches de mines dit « Permis Couflens ». Demande de compléments mars 2015*, 235 p.

## NOTES

1. Il s'agit d'un 2<sup>e</sup> pilier de la « politique et stratégie pour les matières premières » de la Commission européenne, qui consiste en un approvisionnement durable en matières premières depuis des sources européennes. <[https://ec.europa.eu/growth/sectors/raw-materials/policy-strategy\\_en](https://ec.europa.eu/growth/sectors/raw-materials/policy-strategy_en)>, <[https://ec.europa.eu/growth/sectors/raw-materials/policystrategy/sustainable-supply-eu\\_en](https://ec.europa.eu/growth/sectors/raw-materials/policystrategy/sustainable-supply-eu_en)>
2. La cartographie en a été établie par la branche « Systèmes extractifs et environnements » de l'association Ingénieurs sans Frontières (ISF SystExt, 2017, <<http://www.panoramine.fr>>).
3. ISF SystExt, 2017, *Panoramine*, <<http://www.panoramine.fr>>
4. Site Internet de l'Association pour les initiatives culturelles de la vallée du Salat <<https://ventduport.jimdo.com/m%C3%A9moire-de-la-vall%C3%A9e/la-mine-de-tungst%C3%A8ne/>>
5. L'Incapacité permanente partielle est la mesure officielle des dommages subis par le travailleur et conditionne les indemnités qui lui seront éventuellement versées.
6. L'interdiction de roches classées dans la catégorie de l'amiante est décidée successivement aux Pays-Bas (1978), au Danemark (1980), en Suède (1982), en Italie (1993), en Autriche, Finlande et Allemagne (1994), en France et Belgique (1997), au Royaume-Uni (1999).
7. Les termes « actinote » et « actinolite » sont synonymes.
8. Magazine *Silence*, mai 2016, dossier « Extraction minière. Ni ici, ni ailleurs », n° 445 ; Arte, septembre 2016, *VoxPop*, enquête « Les mines de la colère ».
9. Journal officiel des Associations, <<http://www.journal-officiel.gouv.fr/association/>>
10. Journal officiel des Associations, <<http://www.journal-officiel.gouv.fr/association/>>
11. Les PCB (ou polychlorobiphényles) sont des substances polluantes et toxiques à longue durée de vie qui s'accumulent dans l'environnement et la chaîne alimentaire.

12. Journée d'étude « Les enjeux contemporains du sous-sol : le retour de l'enfouï ? » organisée à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour le 29/05/2017 par le laboratoire Passages.

---

## RÉSUMÉS

La perspective d'un renouveau minier s'esquisse aujourd'hui en France métropolitaine, dans la lignée des préconisations de l'Union européenne en matière d'indépendance énergétique et minière. Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, onze permis d'exploration de mines métallifères ont déjà été délivrés, auxquels s'ajoutent cinq demandes encore en attente. L'un de ces permis d'exploration concerne une ancienne mine de tungstène située dans la commune pyrénéenne de Couflens, près du hameau de Salau. Or, les opérations et projets d'exploration minière suscitent des résistances partout en France et, à Salau, un mouvement d'opposition s'est constitué pour dénoncer les risques sanitaires et environnementaux du projet, en mettant notamment en avant la présence d'amiante dans l'ancienne mine. En s'appuyant sur un ensemble documentaire généré par la controverse, cet article explore les représentations du site minier et de ses effets polluants ainsi que la progressive construction d'une géographie des contaminations passées. Il montre tout d'abord que le projet de réexploration de la mine de Salau repose sur l'invisibilisation du caractère amiantifère du site et des maladies qui ont pu en découler pour un certain nombre d'anciens mineurs. Au niveau local, le projet de réexploration de l'ancienne mine est soutenu par un discours plaçant en celui-ci l'espoir d'un développement économique de cette partie reculée des Pyrénées, où l'entreprise minière a réussi à tisser un réseau de relations lui permettant de faire face aux opposants. Face à l'invisibilité des enjeux sanitaires du projet, la stratégie du mouvement d'opposition a consisté à mettre au jour les pollutions et à ouvrir un espace de débat public. L'article décrit alors la prise de conscience généralisée des pollutions héritées du passé minier qu'a suscitée la controverse, alors que personne ne s'en souciait guère auparavant : les partisans du projet tentent même maintenant d'instrumentaliser l'argument environnemental en avançant que la réexploration de l'ancienne mine est nécessaire pour évaluer l'ensemble des pollutions, voire dépolluer le site.

The prospect of a mining renewal emerges nowadays in metropolitan France, following the European Union's recommendations towards energy and mining independence. As of January 1, 2018, eleven exploration permits for metalliferous mines have already been delivered, along with five pending applications. One of this exploration permits concerns a former tungsten mine located in the Pyrenean rural district of Couflens, near the hamlet of Salau. But mining exploration operations and projects are provoking resistances throughout France; in Salau, an opponents movement got formed to denounce the health and environmental risks of the project, notably by highlighting the presence of asbestos in the former mine. Based on a documentary corpus generated by the controversy, this article explores the representations of the mining site and of its polluting effects, as well as the gradual construction of a geography of past contaminations. It first shows that the project to re-explore the Salau mine is based on the fact that the presence of asbestos and of the diseases that may have resulted for some former mineworkers are made invisible. At the local level, the re-exploration project is defended through a discourse placing in it the hope for an economic development of this remote part of the Pyrenees, where the mining company managed to build a network of relationships allowing it to face opponents. Faced with the invisibility of the health issues of the project, the strategy of

the opposition movement was to expose pollution and open a space for public debate. The article then describes the widespread awareness of the pollution inherited from the mining past sparked by the controversy, when nobody really cared before: the project supporters are even now trying to manipulate the environmental argument in order to advance that the re-exploration is necessary to evaluate all the pollutions, or even to clean up the site.

metropolitan France, mining renewal, controversy, asbestos, pollution

## INDEX

**Mots-clés** : France métropolitaine, renouveau minier, controverse, amiante, pollution

**Index géographique** : Salau, Pyrénées, France

## AUTEUR

**HÉLÈNE BALAN**

Chercheuse indépendante

balan.helene@gmail.com